

Déclaration personnelle de la conseillère d'État Valérie Dittli

Je prends acte du rapport parlementaire de la DELSURV et remercie la délégation pour le travail approfondi et exigeant qu'elle a mené. Ce rapport soulève des questions importantes et légitimes, qu'elle considère avec le plus grand sérieux.

Le rapport met en évidence des tensions, des erreurs et des dysfonctionnements au sein de l'ancien département. J'assume ma part de responsabilité en tant que cheffe de département. La situation était complexe et particulièrement exigeante, encore plus pour une politicienne de milice. Il m'appartient, toujours en tant que cheffe de département d'y répondre, d'en tirer les enseignements et d'améliorer durablement la situation. C'est ce qui a été entrepris.

Les exemples mis en évidence dans le rapport concernent principalement les relations avec la Direction générale de la fiscalité, et leurs conséquences sur le fonctionnement du Secrétariat général. Pour moi, ils relèvent avant tout de tensions institutionnelles autour du bouclier fiscal et de questions de gouvernance. Il est par ailleurs important de relever que le rapport ne fait état d'aucune difficulté comparable dans les autres services rattachés au département passés ou actuels.

Depuis les événements examinés, des mesures importantes ont été mises en œuvre. Le Conseil d'État a procédé à une réorganisation gouvernementale et à la création du Département de l'agriculture, de la durabilité et du climat et du numérique (DADN). De fait, le Secrétariat général a été renouvelé en profondeur et une nouvelle organisation a été mise en place et sera améliorée encore pour clarifier les processus internes.

J'analyserai en détail l'ensemble des recommandations du rapport. Un dialogue approfondi aura lieu avec le Conseil d'État et les services concernés. Des mesures complémentaires seront préparées dans les mois à venir afin de renforcer la gouvernance, la protection du personnel et la culture organisationnelle. Je continuerai à apprendre et à faire évoluer mes pratiques institutionnelles dans un esprit d'exigence personnel.

Pour conclure, je réaffirme mon engagement politique : en tant que femme de ma génération, il a été porté par l'intégrité, la recherche de solutions concrètes et la conviction que nos institutions doivent continuer à évoluer pour répondre aux attentes légitimes de la population vaudoise. Aujourd'hui, je me sens pleinement prête à poursuivre mon engagement au service du canton de Vaud, avec rigueur, responsabilité et le sens du devoir que la population est en droit d'attendre de ses autorités. La conseillère d'État d'aujourd'hui aurait beaucoup de choses à transmettre à la conseillère d'État d'hier.

Lausanne, le 12 janvier 2026

Valérie Dittli, Conseillère d'Etat